

CPIE DU HAUT JURA

Association

Siège social : 1 Grande Rue
39170 COTEAUX DU LIZON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CPIE DU HAUT JURA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

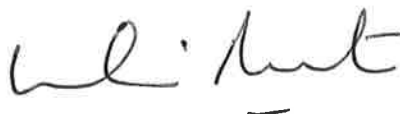
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Champagnole, le 23 avril 2025
Pour la SAS AUDIT ET GESTION
Commissaire aux comptes



Michel DI MARTINO
Commissaire aux comptes



CPIE DU HAUT-JURA

Comptes annuels

SAS AUDIT ET GESTION
Société de Commissaires aux Comptes
Cie Régionale de Besançon - Dijon
BP 90029 - 39301 CHAMPAGNOLE Cedex

Page : 5 / 35

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	8 275	6 283	1 991	2 789
Actif immobilisé	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Inst. techniques, mat.out.industriels	47 461	37 192	10 268	14 407
	Immobilisations corporelles en cours				
Actif immobilisé	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres				
TOTAL		8 275	6 283	1 991	2 789
TOTAL		47 461	37 192	10 268	14 407
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
TOTAL					
Total I		55 736	43 475	12 260	17 197
Actif circulant	Stocks et en cours	7 454	5 250	2 204	2 504
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	29 257	1 482	27 775	64 616
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	133 680		133 680	98 135
TOTAL		162 938	1 482	161 456	162 751
Actif circulant	Divers				
	Valeurs mobilières de placement	941		941	930
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	253 673		253 673	204 320
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	11 654		11 654	7 899
Total II		436 661	6 732	429 929	378 406
Frais d'émission des emprunts III					
Primes de remboursement des emprunts IV					
Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		492 398	50 208	442 190	395 603
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	30 419	30 419
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	30 000	30 000
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	102 897	89 742
	Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (Excédents ou Défisits)		22 613	13 154
Situation nette (sous-total)		185 930	163 316
Fonds propres	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	11 115	11 885
	Provisions réglementées		
	Total I	197 045	175 202
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	106 274	45 281
Total II		106 274	45 281
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	71 223	80 099
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	12 590	43 505
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 020	11 198
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	20 959	21 345
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	25 075	18 969
Total IV		138 869	175 119
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		442 190	395 603
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	5 369	5 056
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	4 013	4 137
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	48 578	41 687
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	540 796	431 223
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	8 030	16 516
	Utilisations des fonds dédiés	45 281	69 850
	Autres produits	10	5
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	652 078	568 477
	Achats de marchandises	2 823	2 845
	Variation de stocks	420	161
	Autres achats et charges externes (1)	203 259	198 708
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	5 091	4 968
	Salaires et traitements	252 449	231 988
	Charges sociales	71 499	68 528
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 189	5 681
	Dotations aux provisions		31
	Reports en fonds dédiés	106 274	45 281
	Autres charges	28	25
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	647 037	558 222
1. Résultat d'exploitation (I-II)		5 041	10 254

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 215	435
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	3 215	435
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 298	720
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	2 298	720
2. Résultat financier (III-IV)		917	-285
3. Résultat courant avant impôt (II+III-IV)		5 958	9 969
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	14 071 3 269	125 3 450
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	17 340	3 575
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	472	390
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	472	390
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		16 868	3 185
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		214	
Total des produits (I + III + V)		672 634	572 488
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		650 021	559 333
EXCÉDENT OU DÉFICIT		22 613	13 154
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total		14 624	14 388
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		14 624	14 388



CPIE DU HAUT-JURA

Annexe comptable

SAS AUDIT ET GESTION
Société de Commissaires aux Comptes
Cie Régionale de Besançon
BP 90029 - 39301 CHAMPAGNE

Page : 10 / 35

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024

ASSOCIATION CPIE DU HAUT-JURA

Table des matières

1	Objet social, nature des activités et moyens mis en œuvre	3
2	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	4
2.1	Faits caractéristiques de l'exercice	4
2.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	4
3	Principes et méthodes comptables	5
3.1	Principes généraux	5
3.1.1	Changement de méthode comptable	5
3.1.2	Changement d'estimation	5
3.1.3	Corrections d'erreurs	5
3.2	Dérogations	5
4	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	6
4.1	Actif immobilisé	6
4.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
4.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	8
4.1.3	Modalités d'amortissements	9
4.1.4	Dépréciations de l'actif immobilisé	9
4.2	Actif circulant	10
4.2.1	Stocks et en cours	10
2 205 10		
4.2.2	Produits à recevoir	10
4.2.3	Charges constatées d'avance	11
4.3	Fonds associatifs	11
4.3.1	Autres fonds associatifs	12
4.4	Fonds dédiés, autres passifs	12
4.4.1	Fonds dédiés	12
4.4.2	Précisions sur d'autres dettes	13
4.5	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	14
5	Autres informations	15
5.1	Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition, dons en nature redistribués ou consommés...)	15
5.2	Engagements de fin de carrière	15
5.3	Informations relatives à l'effectif	16

1 **Objet social, nature des activités et moyens mis en œuvre**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Le CPIE du Haut Jura a pour but d'agir en vue d'une meilleure prise en compte de l'environnement et d'une meilleure relation entre l'homme et son patrimoine naturel, culturel et social.

L'activité du CPIE du Haut Jura a une double finalité :

- L'éducation à l'environnement
- La préservation de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie

Le CPIE du Haut Jura développe son activité à destination de différents publics : enfants et adolescents sur temps scolaire, périscolaire et extrascolaire, adultes en situation professionnelle, de loisirs et ou de formation, acteurs publics, privés ou issus de la société civile.

Pour atteindre ces objectifs, l'association sera :

- Un outil de sensibilisation, de concertation et d'information aux problèmes de l'environnement ;
- Une source d'animation et d'accompagnement pour le territoire ;
- Une structure de terrain destinée à soutenir et à promouvoir des actions spécifiques de mise en valeur et de protection des composantes du patrimoine naturel et humain du Haut Jura ;
- Un centre de recherche, de réflexion et d'action dans le sens prospectif de la qualité de la vie.

Pour cela, l'association se dotera des moyens matériels et humains nécessaires.

2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Un dossier pour une subvention Européenne lié à une action de 2018 a été déposé à nouveau en 2023 après avoir été complété, les fonds n'ayant pas encore été versés en raison d'informations incomplètes.

Le montant à percevoir étant incertain, un produit à recevoir de 18 736 € avait été constaté dans les comptes 2023. Le montant définitivement encaissé s'est finalement élevé à 31 789 € ; un produit exceptionnel de 13 053 € a donc été comptabilisé dans l'exercice 2024 pour constater cet excédent.

Une subvention d'investissement a été accordée par la Région Bourgogne Franche-Comté à hauteur de 2 500 €, pour le financement de matériel informatique et mobilier de bureau. Cette somme a été inscrite dans les comptes de bilan, au crédit du compte 131000 « Subventions d'investissements ». Les investissements seront réalisés en 2025 ; aucune quote-part de subvention n'a donc été rapportée au résultat au titre de l'exercice 2024.

2.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Néant

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Image fidèle,
- Comparabilité et continuité d'exploitation,
- Régularité et sincérité,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

3.1.1 Changement de méthode comptable

Aucun

3.1.2 Changement d'estimation

Aucun

3.1.3 Corrections d'erreurs

Aucune

3.2 Dérogations

Aucune

4 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

4.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total					
	Autres immobilisations incorporelles Total II	8 275				8 275
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	2 076	-	-	-	2 076
	Matériel de transport	18 115	-	-	-	18 115
	Mat bur., informatique, mobilier	27 017	253	-	-	27 270
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	47 208	253	-	-	47 461
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
	Total IV	-	-	-	-	-
Total général		55 483	253	-	-	55 736

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissement s incorporelles	Frais d'établissement Total I				
	Autres immobilisations incorporelles Total II	5 485	798		6 283
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	2 076	-	-	2 076
	Matériel de transport	10 115	2 125	-	12 240
	Mat bur., informatique, mobilier	20 609	2 267	-	22 876
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	32 801	4 392	-	37 193
Total général		38 286	5 190	-	43 476

4.1.3 Modalités d'amortissements

Biens décomposés :
Néant

Biens non décomposés :	durée fiscale	durée d'usage
- Construction	10 à 25 ans	10 à 25 ans
- Agencements	5 à 10 ans	5 à 10 ans
- Installations techniques	5 à 12 ans	5 à 12 ans
- Matériel et outillages	5 à 12 ans	5 à 12 ans
- Matériel de transport	4 à 6 ans	4 à 6 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	3 à 5 ans
- Mobilier	8 à 10 ans	8 à 10 ans

4.1.4 Dépréciations de l'actif immobilisé

Une provision pour dépréciation des immobilisations est constatée lorsque la valeur vénale d'une immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable.

4.2 Actif circulant

4.2.1 Stocks et en cours

La valeur brute des stocks est déterminée de la manière suivante :

- Marchandises : à leur coût d'acquisition
- En cours : à leur coût de production

Les éventuelles dépréciations de stock sont évaluées de la manière suivante :

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stocks de livres et affiches	7 455	5 250	2 205
Total	7 455	5 250	2 205

4.2.2 Produits à recevoir

Autres créances clients

Les factures à établir au 31/12/2024 s'élèvent à 567 € contre 19 985 € en 2023.

Elles sont liées aux différentes actions en cours au 31/12/2024.

Autres créances

Elles sont composées notamment des subventions à recevoir au 31/12/2024, principalement :

- Région pour 6 250 € ;
- Département pour 2 800 € ;
- Collectivités locales pour 10 271 € ;
- Europe pour 76 771 € ;
- Divers pour 3 500 €.

4.2.3 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 11 654 € contre 7 899 € en N-1.

Les charges constatées d'avance significatives sont les suivantes :

- Logiciels et maintenance informatique représentant 1 286 € ;
- Location matériel administratif 1 661 € ;
- Liées aux actions 8 048 € ;
- Abonnements 582 €.

4.3 Fonds associatifs

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf, ...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre, le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

4.3.1 Autres fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	30 420			30 420
Fonds associatifs avec droit de reprise	30 000			30 000
Autres réserves	89 742	13 155		102 897
Report à nouveau				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés (avec charges)				
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	13 155	22 613	13 155	22 613
Sous-total situation nette	163 317	35 768	13 155	185 930
Subventions d'investissements sur biens non renouvelables (par l'organisme)	11 885	2 500	3 219	11 166
TOTAL	175 202	38 268	16 374	197 096

4.4 Fonds dédiés, autres passifs

4.4.1 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

Les fonds dédiés au 31/12/2024 correspondent à des subventions d'exploitation reçues pour financer des actions qui sont en cours à la clôture, et donc pour lesquelles tous les fonds reçus n'ont pas encore été dépensés. Ces fonds sont comptabilisés en produits. Ils font l'objet d'une dotation aux fonds dédiés puis sont repris au résultat au rythme de la réalisation de l'action.

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions	45 282	106 274	45 282			106 274	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	45 282	106 274	45 282			106 274	

4.4.2 Précisions sur d'autres dettes

4.4.2.1 Produits constatés d'avance

A la clôture de l'exercice, le poste s'élève à 25 075 € contre 18 970 € en N-1.

Ils correspondent à des subventions perçues d'avance pour 24 945 €, 118 € d'assurances et 12 € d'adhésion.

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ». Elle est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis.

4.4.2.2 Charges à payer

Les charges à payer à la clôture sont composées de :

- Factures fournisseurs non parvenues 3 863 €
- Provision congés payés et charges sociales 3 232 €
- Personnel - charges à payer et charges sociales 1 813 €
- Provision formation professionnelle continue 3 560 €

4.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	29 257	27 775	1 482
	Autres	133 681	133 681	
Charges constatées d'avance		11 655	11 655	
TOTAL		174 593	173 111	1 482

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	71 224	19 768	51 456	
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		12 590	12 590		
Fournisseurs et comptes rattachés		9 021	9 021		
Dettes fiscales et sociales		20 959	20 959		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		-			
Produits constatés d'avance		25 075	25 075		
TOTAL		138 869	87 413	51 456	

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	38 946
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

5 Autres informations

5.1 Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition, dons en nature redistribués ou consommés...)

L'association valorise le bénévolat en recensant les heures passées par les bénévoles sur les différentes actions et lors des instances statutaires.

Ces heures sont ensuite valorisées au SMIC horaire en vigueur.

Ainsi, les heures de bénévolat pour l'exercice 2024 sont valorisées à 14 624,28 €.

5.2 Engagements de fin de carrière

Notre entité ne provisionne pas ces engagements dont les principales caractéristiques et hypothèses retenues pour leur estimation à la date de clôture sont précisées ci-après.

Au 31 décembre 2024, cet engagement est évalué à 65 298 €.

Les principales hypothèses retenues pour le calcul sont les suivantes :

- Age de départ en retraite 64 ans
- Taux d'actualisation financière 3.40%
- Taux de charges patronales 34 %
- Taux d'évolution des salaires 4%

5.3 Informations relatives à l'effectif

L'effectif salarié au 31 décembre 2024 de l'entité se décompose ainsi, par catégorie :

	Personnel salarié
Cadres	2
Agents de maîtrise et Techniciens	7
Employés	
Ouvriers	
Total	9

CPIE DU HAUT JURA

Association
Siège social : 1 Grande Rue
39170 COTEAUX DU LIZON

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31/12/2024

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Champagnole, le 23 avril 2025
Pour la SAS AUDIT ET GESTION
Commissaire aux comptes



Michel DI MARTINO
Commissaire aux comptes